

CFDT INTERCO SPP
Tél. : 01 49 96 68 10
Courriel : spp.cfdt@paris.fr



COP21 : un accord historique

Même si la transition juste réclamée par le mouvement syndical international ne figure que dans le préambule, l'accord de la COP21 validé à Paris en décembre met le monde entier sur la voie d'une limitation du réchauffement climatique en dessous de 2 degrés.

« C'est le premier accord universel de l'histoire des négociations sur le climat », « Modeste d'un point de vue scientifique, ce texte est immense sur le plan politique ». L'accord final est jugé « différencié, juste, durable, dynamique et juridiquement contraignant ». Il contient l'augmentation de la température moyenne bien en deçà de 2 °C et s'efforce de limiter cette augmentation à 1,5 °C d'ici à la fin du siècle. Le président de la COP21 a aussi annoncé que les 100 milliards de dollars prévus à Copenhague constitueraient un plancher d'aides aux pays les plus vulnérables.

Ces efforts, la Confédération syndicale internationale (CSI) les juge sous-dimensionnés. Elle estime que 100 milliards « sont un petit prix à payer pour sauver l'humanité ». En revanche, le principe de différenciation a été retenu. Il affirme que les efforts des pays doivent être modulés en fonction de leurs responsabilités et moyens.

Déception pour le mouvement syndical international et la **CFDT** : la transition juste en faveur des travailleurs n'apparaît pas dans le corps opérationnel du texte. Reléguée dans le préambule, la transition juste risque d'être mal prise en compte dans les mutations professionnelles. Pour la **CFDT**, « la transition vers un nouveau modèle de développement ne pourra pas se faire sans des emplois durables et de qualité ».

L'accord de Paris sera soumis en janvier à une signature protocolaire organisée par l'ONU.

Le prochain rendez-vous diplomatique sera la COP22 à Marrakech en novembre 2016. Pour sa part, la **CFDT** poursuivra « sa mobilisation en veillant à ce que l'État français prenne toute sa part dans la mise en œuvre de cet accord, notamment vis-à-vis des pays en voie de développement ». Elle s'appuiera sur le contenu du texte « pour développer un dialogue social de qualité et anticiper ainsi les conséquences de la transition juste ».

La Force syndicale (FO)
Tél. : 01 43 47 84 54
Courriel : syndicat.fo@paris.fr



Les élections politiques sont l'affaire des citoyens et le syndicat n'est pas un parti politique. Pour autant, FO marque régulièrement et depuis longtemps notre attachement viscéral aux valeurs républicaines et à la démocratie.

Et quand ces valeurs sont affaiblies ou remises en cause, qu'il s'agisse de la liberté, de l'égalité, de la fraternité ou de la laïcité, nous le dénonçons et faisons connaître nos positions et revendications.

Pour FO, ce sont les logiques d'austérité et la politique économique libérale de nos dirigeants qui provoquent le chômage, la précarité, la paupérisation, l'accroissement des inégalités, la faiblesse de la croissance économique et le tassement des salaires ; réelles causes de la montée des mouvements de rejet de l'autre.

Fondamentalement, les valeurs républicaines et démocratiques doivent s'imposer à la politique économique et non l'inverse. **La République ne doit pas se dissoudre dans le marché.**

L'austérité est triplement suicidaire, socialement, économiquement et démocratiquement.

Dans ce contexte, le syndicat, y compris dans son rôle résistant, doit rester un syndicat et non un mouvement sociétal ou politique. C'est en restant fidèle à notre rôle, c'est en redonnant à la République toutes ses valeurs, en répondant aux aspirations des salariés, en changeant de politique économique et sociale que les mouvements de rejet de l'autre reculeront.

Il s'agit d'agir, non de communiquer. C'est pourquoi notre syndicat a décliné la proposition de Madame la Maire de participer à sa « conférence sociale » du mercredi 27 janvier. Pour FO, plus que jamais, les valeurs de la République résonnent de toutes leurs forces : liberté, égalité, fraternité et laïcité – unité et indivisibilité.

Ce projet ambitieux ne pourra pas s'appliquer à la seule fonction publique de l'État. L'UNSA constate que ces processus de modernisation sont déjà à l'œuvre à la Mairie de Paris : la notation a été remplacée par l'évaluation, la formation n'est plus liée aux seules exigences immédiates, la seconde carrière a été formalisée par l'accord-cadre « Âges & générations ». Il survient toutefois dans une période où les transformations des services semblent permanentes, qu'il s'agisse des missions ou de l'organisation proprement dite. À ce titre, l'implication forte et diverse des usagers du service public est sans doute la marque de la politique actuelle ; le télétravail est sans doute la prochaine évolution technique. Ils surviennent surtout dans un contexte très général d'austérité budgétaire où il semble qu'il faille forcément améliorer les performances quels que soient les circonstances et les moyens.

L'UNSA rappelle les principes qu'elle défend :

- Le projet modernisateur doit être mené avec les agents.
- Des moyens doivent être dégagés : temps de formation, possibilité de mobilité.
- Les effectifs doivent être adaptés compte tenu de ces contraintes.
- Le retour d'expérience et les possibilités d'adaptation doivent être favorisés.